



Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE GRÉSIVAUDAN

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU **21 SEPTEMBRE 2026**
Délibération n° **DEL-2026-0285**

Réduire la vulnérabilité du territoire aux aléas : Demande de subvention au titre de la programmation 2026 mesure du Fonds Vert /actions PCAET

Nombre de sièges : 74
Membres en exercice : 74

Présents : 62
Pouvoirs : 10
Absents : 2
(Jean-Claude BOREL-GARIN et Jean-Noël COLLE)
Excusés : 10
Pour : 72
Contre : 0

Abstention : 0
N'ayant pas pris part au vote : 0

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le

24 SEP. 2026

et publié le

24 SEP. 2026

Secrétaire de séance :
Delphine PERREAU

Le lundi 21 septembre 2026 à 15 heures 00, le Conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Henri BAILE, Président. Convocation dûment faite le 14 septembre 2026.

Présents : Henri BAILE, Pierre BARUZZI, Philippe BAUDAIN, Patrick BEAU, Patricia BELLINI, Claude BENOIT, Margaux BERLIOZ, Anne-Françoise BESSON, Jérôme BIGLIA, Clément BONNET, Dominique BONNET, Théodore BONNET-GAMARD, Coralie BOURDELAIN, Régine BOURGEOIS, Marieke BUNTINX, Jean-Marie CABRIERES, Marc CECON, Karim-Eugène CHAMON, Jean-François CLAPPAZ, Dominique CLOUZEAU, Cécile CONRY, Arthur CULLATI, Agnès DUPON, Christophe DURET, Laure FAYOLLE, Thierry FEROTIN, Sandrine GAUCHON, Philippe GENESTIER, Martin GERBAUX, Marc GRAMBIN, Annick GUICHARD, Mylène JACQUIN, Martine KOHLY, Françoise LANNOY, Floriane LATRAYE, Séverine LE BIHAN, Pascal LEMOINE, Hervé LENOIRE, Cédric LESCURE, Philippe LORIMIER, Céline MEKHMOUKH, Laurie MENGUY, Jean-Marc MICHEL, Françoise MIDALI, Michel MIET, Rebecca NALLET, François OLLEON, Céline PAVAROTTI, Delphine PERREAU, Valérie PETEX, Adrian RAFFIN, Franck REBUFFET-GIRAUD, Cécile ROBIN, Eric ROETS, Marc ROSSET, Jean-Luc ROUX, Olivier SALVETTI, Franck SGAMBATO, Myriam SIMONAZZI, Brigitte SORREL, Christophe SUSZYLO, Agnès TIMONER

Pouvoirs : Yannick BOUCHET-BERT-PEILLARD à Clément BONNET, Claude COCQUET à Cécile ROBIN, Pierre-Jean CRESPEAU à Pierre BARUZZI, Laurent DESGOUIS à Martin GERBAUX, Jean-Yves GAYET à Olivier SALVETTI, Virginie GRAS à Patricia BELLINI, Caroline HALLE à Jean-François CLAPPAZ, Jérôme LARDIERE à Laurie MENGUY, Stéphane MALARD à Marc GRAMBIN, Martine VENTURINI à Arthur CULLATI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0137 du 04 mai 2026 relative à la délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président,

Conformément aux souhaits de l'organisme financeur, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de retirer ponctuellement l'attribution qui lui est déléguée relative à la sollicitation de subventions.

Monsieur le Président rappelle qu'en 2026 a été renouvelée la mise en œuvre d'une mesure du Fonds Vert dédiée à l'accompagnement financier des Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) des collectivités qui en sont dotées.

Compte tenu du PCAET ambitieux adopté en février 2026, la communauté de communes Le Grésivaudan souhaite mobiliser cette mesure pour l'année. L'ensemble de la démarche du PCAET est déjà clairement déployée de manière volontariste et va continuer à l'être au cours du mandat qui s'ouvre : le projet de territoire a été revisité autour de cette matrice et un avenant a été signé à notre Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique (CRTE).

La présente demande concerne une prestation externalisée d'ingénierie actualisant l'étude d'exposition multirisques du territoire, l'étude précédant ayant été réalisée en 2022 sur la base des données 2021.

Cette étude constitue un outil stratégique d'aide à la décision, permettant de qualifier et de mesurer l'exposition du territoire aux principaux risques majeurs, par une approche croisée entre les aléas et les enjeux.

L'action consiste à actualiser et consolider l'analyse existante afin de disposer d'un état des lieux actualisé des vulnérabilités territoriales. Cette mise à jour portera notamment sur des indicateurs d'exposition relatifs :

- À la population exposée,
- Au parc de logements exposés,
- Aux établissements recevant du public (ERP) situés en zone d'exposition,
- Aux entreprises et activités économiques concernées,
- Aux équipements publics et infrastructures stratégiques.

La mise à jour de cette étude répond à la nécessité de disposer d'une connaissance renouvelée et fiable de l'exposition du territoire aux risques majeurs.

L'accélération des effets du changement climatique, qui se traduit par une intensification de certains phénomènes et une évolution des conditions d'exposition, renforce la nécessité de disposer d'outils d'analyse actualisés pour mieux connaître les vulnérabilités du territoire.

Cette approche, en cohérence avec les objectifs du PCAET, permet ainsi à la collectivité de disposer d'un véritable outil de pilotage de sa résilience territoriale, en intégrant une logique de suivi-évaluation de l'évolution de ses vulnérabilités.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Validé dans le cadre du CRTE signé avec l'Etat, et le Département de l'Isère, ce projet a un coût de 18 000 € TTC et nécessite l'intervention de l'État selon le plan de financement suivant :

	Montant	Taux
État (Fonds Vert /Actions PCAET)	14 400 €	80 %
Autofinancement du maître d'ouvrage	3 600 €	20 %
TOTAL	18 000 €	100 %

Ainsi, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire :

- De retirer ponctuellement l'attribution qui est déléguée au Président, en vertu de la délibération n° DEL-2026-0137 du 4 mai 2026,
- D'adopter le plan de financement du projet « Réduire la vulnérabilité du territoire aux aléas »,
- De solliciter une subvention au titre du dispositif de soutien Fonds Vert / Actions PCAET,
- De l'autoriser à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Au registre ont signé tous les membres présents.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET EXECUTOIRE

Crolles, le 21 SEP. 2026

Le Président,
Henri BAILE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0285-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

